

L'Empire romain tardif

SYLVAIN DESTEPHEN

L'Empire romain tardif

235-641 après J.-C.

ARMAND COLIN

Collection Cursus

Illustration de couverture : l'empereur Justinien victorieux,
détail de l'ivoire Barberini, musée du Louvre.

Mise en pages : Nord Compo

© Armand Colin, 2021

Armand Colin est une marque de
Dunod Éditeur 11 rue Paul Bert 92240 Malakoff

ISBN : 978-2-200-62873-4

Sommaire

Avant-propos	11
Introduction. D'une époque à l'autre	13
1 L'Empire menacé (235-306)	19
1. L'Empire mis à l'épreuve (235-249)	20
1.1 Les frontières sous pression	20
1.2 L'expansion des Sassanides	22
1.3 Les difficultés intérieures	25
2. L'Empire dans la tourmente (249-270)	28
2.1 Le poids des incertitudes (249-251)	28
2.2 Les échecs répétés (251-253)	30
2.3 Les efforts et les revers (253-270)	32
3. L'Empire restructuré (270-306)	35
3.1 Le sursaut décisif (270-284)	35
3.2 Monarchie, dyarchie et tétrarchie (284-306)	38
3.3 L'ampleur des réformes	40
2 L'Empire restauré (306-364)	45
1. Le prolongement constantinien (306-337)	46
1.1 L'élimination de la tétrarchie	46
1.2 De nouvelles réformes	48
1.3 La monarchie polycentrique	51
2. Les fils de Constantin (337-361)	54
2.1 L'Occident sous Constantin II et Constant (337-350)	54
2.2 L'Orient sous Constance II (337-350)	56
2.3 L'Empire réuni sous Constance II (350-361)	59

3. Les empereurs éphémères (361-364)	61
3.1 La singularité de Julien	61
3.2 Les efforts inaboutis (361-363)	64
3.3 Le successeur furtif (363-364)	66
3 L'Empire disloqué (364-476)	71
1. Les succès et les échecs (364-378)	72
1.1 La vigueur de Valentinien I ^{er} (364-375)	72
1.2 La rigueur de Valens (364-378)	74
1.3 La défaite inattendue (378)	77
2. Le grand tournant (379-395)	80
2.1 Le redressement (379-382)	80
2.2 La consolidation (383-391)	82
2.3 L'uniformisation (392-395)	85
3. Les Empires divergents (395-476)	88
3.1 La duplication de l'Empire	88
3.2 La disparition de l'Empire en Occident (395-476)	90
3.3 La perpétuation de l'Empire en Orient (395-474)	93
4 L'Empire réaffirmé (476-565)	97
1. La stabilité de l'État (476-518)	98
1.1 Le pouvoir rééquilibré (476-491)	98
1.2 L'autorité restaurée (491-498)	100
1.3 La gestion prudente (498-518)	103
2. Le retour à l'universalité (518-540)	106
2.1 L'union par la force (518-532)	106
2.2 Des réformes tous azimuts	109
2.3 L'entreprise de reconquête (533-540)	112
3. Les revers de fortune (541-565)	115
3.1 L'apparition de la peste	115
3.2 Les frontières à nouveau menacées	117
3.3 L'enlisement en Occident	120

5 L'Empire diminué ? (565-641)	125
1. Le repli ordonné (565-582)	126
1.1 Les errements de Justin II (565-578)	126
1.2 Les séductions de Tibère II (578-582)	128
1.3 L'usure des guerres	131
2. Le difficile maintien (582-610)	133
2.1 Les efforts de Maurice (582-600)	133
2.2 Une chute sans précédent (601-602)	136
2.3 D'un coup de force à l'autre (602-610)	139
3. Le sursaut fugitif (610-641)	141
3.1 Le défi sassanide	141
3.2 L'exploit d'Héraclius	144
3.3 La guerre par surprise	147
6 L'État et ses représentants	151
1. L'empereur	152
1.1 La fonction	152
1.2 La sacralisation	155
1.3 Les pouvoirs	157
2. L'administration	160
2.1 La hiérarchie	160
2.2 Le poids des finances	163
2.3 Le primat du droit	166
3. L'armée	169
3.1 Les réformes aux III ^e -IV ^e siècles	169
3.2 Les adaptations aux V ^e -VII ^e siècles	172
3.3 Le quotidien du soldat	175
7 La société et ses richesses	179
1. La hiérarchie	180
1.1 Élités centrales et locales	180
1.2 Une société urbaine dominante	183
1.3 Un monde rural résistant	186

2. Les productions	189
2.1 L'agriculture et l'élevage	189
2.2 Richesses du sous-sol et des forêts	192
2.3 Artisans et artisanat	195
3. Les échanges	198
3.1 Les infrastructures	198
3.2 Le commerce	201
3.3 La monnaie	204

8 La religion et ses enjeux **209**

1. L'établissement du christianisme d'État	210
1.1 L'évangélisation jusqu'au IV ^e siècle	210
1.2 Le tournant valentiniano-théodosien	213
1.3 L'affermissement de la christianisation	216
2. Les fondements du christianisme	219
2.1 La conciliation et le concile	219
2.2 L'union et le salut	222
2.3 Le martyr et la sainteté	225
3. Les structures religieuses	228
3.1 La hiérarchie ecclésiastique	228
3.2 Le foisonnement ascétique	231
3.3 Le soutien et la tutelle de l'État	234

9 L'univers esthétique et littéraire **239**

1. La domination de l'art officiel	240
1.1 Le portrait impérial	240
1.2 Le monumentalisme	243
1.3 Les arts somptuaires	246
2. La christianisation des arts	249
2.1 L'essor de l'architecture religieuse	249
2.2 Le destin singulier de la sculpture	252
2.3 Peintures et pavements	255

3. La littérature tardo-antique	258
3.1 Récapitulation et classicisme	258
3.2 La floraison de la littérature chrétienne	261
3.3 La naissance des littératures vernaculaires	264
Conclusion. D'un empire à l'autre	269
Chronologie	273
Glossaire	281
Cartes, plans et généalogies	287
Bibliographie	309
Index des noms de personnes et de peuples	325
Index des toponymes	331

■ Avant-propos

Le dernier manuel universitaire paru en France qui portait sur les quatre derniers siècles de l'Antiquité ayant près de trente ans, il était devenu utile, pour ne pas dire urgent, de proposer une nouvelle synthèse accessible à tous les enseignants et à tous les étudiants. Au cours de ces trente dernières années, la connaissance et l'étude des sources de l'Antiquité tardive ont réalisé de grands progrès et le présent manuel propose de rendre compte de cet important renouvellement historiographique et scientifique. Loin de faire table rase des travaux antérieurs envers lesquels notre dette intellectuelle est grande, ce manuel fait le point sur les connaissances essentielles et les recherches actuelles sur une période singulière au sein de l'Antiquité par l'importance des événements survenus.

Pour en comprendre la succession, le manuel propose d'abord cinq chapitres disposés de manière chronologique et dont les limites sont fixées par la mort de deux empereurs, Sévère Alexandre en 235 et Héraclius en 641. Ces deux dates ne constituent pas des événements majeurs mais plutôt des bornes qui annoncent d'un côté le début de graves troubles subis et surmontés par l'Empire romain au III^e siècle, de l'autre la perte soudaine et définitive de la majeure partie du Proche-Orient romain. Parmi les périodes de l'histoire ancienne, l'Antiquité tardive se distingue également par les sources conservées dont l'ampleur et la variété sont parfois ignorées, même des historiens antiquistes. Pour rendre justice à cette profusion de textes, de documents et d'images, le manuel est complété par quatre chapitres thématiques qui portent respectivement sur l'État et ses représentants, la société et l'économie, la religion avec un intérêt particulier pour

le christianisme qui constitue le changement majeur de la période, enfin les arts et les littératures.

Comme il n'est guère possible d'être compétent dans des domaines aussi étendus et de disposer d'un savoir en quelque sorte universel, il était indispensable et souhaitable de solliciter des collègues et des amis qui ont accepté, chacun dans son domaine de spécialité et d'excellence, d'apporter leur aide précieuse sous la forme de relectures attentives, de conseils bibliographiques, enfin d'encouragements personnels. Je tiens à exprimer ma profonde gratitude envers Samra Azarnouche, Bernadette Cabouret, Jean-Pierre Caillet, Béatrice Caseau, Matthieu Cassin, François Chausson, Muriel Debié, Marie-Laure Derat, Valérie Fauvinet-Ranson, Denis Feissel, Jean Gascou, Avshalom Laniado, Cécile Morrison, Arietta Papaconstantinou, Michel-Yves Perrin, Bruno Pottier, Vincent Puech, Jean-Pierre Sodini, Jean-Michel Spieser, Éric Thoreau-Girault, Étienne Wolff, Élisabeth Yota et Constantin Zuckerman. S'il subsiste des erreurs et des lacunes, j'en suis seul responsable.

■ Introduction

D'une époque à l'autre

Les derniers siècles de l'Antiquité, dont le nombre varie selon l'étendue qu'on veut bien lui reconnaître, ne constituent pas une époque en soi dans la périodisation traditionnelle de l'histoire occidentale. Cette situation particulière explique la difficulté d'abord de la dénommer ensuite de la caractériser. Il faut attendre l'essor de l'humanisme en Italie puis dans le reste de l'Europe pour que l'histoire européenne soit progressivement organisée en sections chronologiques successives : le passé le plus ancien, mais auréolé du prestige des arts cultivés par les Grecs et les Romains, reçoit le nom d'Antiquité ; une période intermédiaire ou transitoire est alors qualifiée de Moyen Âge ; et dans le milieu universitaire francophone, germanophone, hispanophone ou italoophone, mais non dans le monde anglophone, est établie une distinction entre les temps modernes, associés comme leur nom l'indique à la modernité et au progrès, et l'époque contemporaine.

Tandis que les périodes ancienne et médiévale reçoivent leur dénomination et leur délimitation chronologique aux xv^e - xvi^e siècles, la notion d'âge moderne se répand seulement à partir du $xviii^e$ siècle, tandis que la notion d'époque contemporaine n'est pas antérieure aux années 1950. Le découpage de l'histoire occidentale en séquences distinctes induit leur hiérarchisation qui peut être valorisante, comme cela apparaît avec les temps modernes, ou plus dévalorisante dans le cas du Moyen Âge conçu comme une période interstitielle.

Dans le cas de l'Antiquité, l'antériorité se double d'une primauté au regard de la période médiévale et, par conséquent, l'ensemble de cette périodisation n'est pas dénué de jugement de valeur qui s'exprime en particulier aux dépens de l'époque médiévale. L'étendue de l'époque ancienne fait également l'objet de discussions à partir du siècle des Lumières, et il revient à des historiens et des philosophes de cette époque d'avoir voulu identifier différentes phases au sein de l'Antiquité par souci de distinguer une époque faste, associée à l'extension maximale de l'Empire romain au II^e siècle, d'une période postérieure considérée par contrecoup comme déclinante, voire décadente. Il revient donc au XVIII^e siècle français d'avoir inventé la notion de Bas-Empire avec tout ce que cette dénomination péjorative implique comme jugement défavorable et condamnation morale.

La fin de l'Antiquité étant assimilée ou réduite à celle de l'Empire romain, elle serait marquée par une accumulation de difficultés de nature politique, militaire et économique : à la paix et à la prospérité du Haut-Empire s'opposeraient les guerres et les crises du Bas-Empire. L'histoire romaine se trouve alors organisée dans une perspective clairement évolutionniste avec un essor, un apogée et une fin, accordant le primat aux événements politiques.

La dévalorisation des derniers siècles de l'Antiquité dénote un intérêt intellectuel plus réduit parmi les élites cultivées européennes qui, en survalorisant l'héritage culturel d'Athènes et de Rome, déprécient non seulement les autres périodes mais encore les autres cultures. Le renouveau scientifique accompli à partir du XIX^e siècle par les universitaires germanophones, puis par leurs collègues des pays voisins, entraîne un intérêt renouvelé pour l'Antiquité examinée dans toute son étendue. Certes, les périodes jugées plus classiques et donc plus estimables suscitent le plus grand nombre d'études érudites, mais les derniers siècles de l'Antiquité retiennent également l'attention des savants en raison de l'ampleur des sources écrites conservées.

La dimension ecclésiastique des sources n'est d'ailleurs pas tout à fait étrangère à la mésestime dans laquelle la fin de l'Antiquité est

tenue par les penseurs d'un Siècle des lumières volontiers anticlérical. L'essor de la recherche historique allemande, moteur et modèle de la recherche européenne, implique une approche et une maîtrise philologiques des sources grâce à leur édition établie de manière plus rigoureuse que dans le passé. La recherche et le dépouillement des textes s'accompagnent d'un essor sans précédent de l'archéologie, de l'épigraphie et de la papyrologie qui apportent d'innombrables témoignages matériels et écrits nouveaux.

L'accumulation et le perfectionnement des connaissances historiques entraînent une floraison de publications et de réflexions sur les différentes périodes, mais aussi sur la pertinence et la justesse de ce découpage chronologique qui assimile le Bas-Empire à un âge sombre et secondaire de l'histoire romaine, le stade terminal d'une civilisation déclinante. En réaction à ce jugement de valeur dépréciatif, il revient à l'historien de l'art autrichien Alois Riegl d'avoir « popularisé » vers 1900 la notion d'Antiquité tardive, qui s'est ensuite lentement diffusée dans les publications scientifiques européennes et nord-américaines.

Les derniers siècles de l'Antiquité abandonnent ainsi leur caractère crépusculaire au profit d'une dénomination plus neutre, qui n'induit ni rupture ni décadence, du moins dans le domaine des arts plastiques qui constitue la spécialité de Riegl. En revanche, ce retournement de perspective ne commence à toucher les historiens antiquistes que de manière lente et progressive à partir du milieu du xx^e siècle, en particulier à l'initiative de deux historiens français, André Piganiol, qui insiste sur la continuité institutionnelle et sociale du monde romain, et Henri-Irénée Marrou, qui encourage une revalorisation et un réexamen plus objectifs de la fin de l'Antiquité dans le monde méditerranéen mais aussi les régions adjacentes.

Désormais, cette période connaît une extension dans le temps et dans l'espace au risque peut-être de réduire son originalité, de diluer sa personnalité, de troubler son identité. À la suite des travaux de Piganiol et Marrou, l'historien irlandais Peter Brown développe

dans une série d'ouvrages rédigés à partir des années 1970 l'idée que l'Antiquité tardive n'est pas limitée au monde romain ou méditerranéen. Il propose en conséquence d'inclure dans cette période non seulement les royaumes germaniques issus de la dislocation en Europe occidentale de l'Empire romain, mais encore son grand rival oriental, l'empire sassanide, qui s'étend de la Mésopotamie aux contreforts himalayens, ainsi que les débuts de l'islam. Cet expansionnisme historiographique se poursuit dans les décennies suivantes avec l'annexion ou l'absorption de régions et de cultures de plus en plus étendues et variées, comme le califat omeyyade, les royaumes de Nubie et d'Éthiopie, la péninsule Arabique ou l'Asie centrale.

Longtemps réduite à une période secondaire, l'Antiquité tardive semble devenir soudain l'époque charnière de l'histoire occidentale, voire de l'histoire universelle. Des correctifs sont toutefois apportés par plusieurs savants, en particulier italiens, pour recentrer le propos et surtout la notion d'Antiquité tardive qui semble échapper à tout contrôle et se soustraire à toute définition.

La délimitation chronologique et géographique de l'Antiquité tardive dépend des caractéristiques que les uns et les autres prêtent à cette période. Le propos parfois irénique des promoteurs de ce domaine d'étude en plein essor entraîne certains travaux à relativiser les événements dramatiques, niveler les troubles politiques, ignorer les revers militaires de l'Empire romain, pour considérer l'époque seulement dans une perspective socio-culturelle d'échanges et d'influences. Il est certain que l'Antiquité tardive est marquée par l'expansion du christianisme dans le monde méditerranéen et au-delà, même s'il coexiste avec d'autres religions comme le polythéisme gréco-romain, le judaïsme rabbinique, le mazdéisme sassanide ou l'islam, sans parler des courants religieux plus locaux ou plus discrets.

Le christianisme apporte donc une coloration confessionnelle particulière à l'Antiquité tardive qui se distingue sur ce point des époques précédentes. Les transformations ne sont toutefois pas

seulement de nature culturelle, d'autant que l'éducation gréco-latine perpétue les modèles classiques antérieurs à l'avènement de l'Empire romain chrétien, et concernent également les structures institutionnelles de l'État et, dans une moindre mesure, ses fondements socio-économiques. L'identité politique de la période se retrouve avec raison au centre des travaux récents des historiens allemands et surtout italiens, les uns intéressés en particulier par l'impact des migrations de peuples sur l'Empire romain, les autres soucieux de rappeler la persistance et la sophistication de l'appareil administratif et militaire.

Le présent ouvrage tient compte de ces héritages historiographiques et de ces évolutions scientifiques, même s'ils peuvent sembler quelquefois contradictoires et donc difficiles à concilier. Par souci bien compréhensible de conformer ce manuel aux attentes du système universitaire français, il convient donc de donner à cet ouvrage des limites géographiques et chronologiques claires et évidentes : la trame chronologique embrasse quatre siècles d'histoire de l'Empire romain et n'inclut pas l'histoire de ses voisins ni celle de ses successeurs. Consacré à la seule histoire intérieure des Romains et des relations extérieures avec leurs voisins, ce livre s'ouvre sur la mort en 235 de l'empereur Sévère Alexandre et la disparition durable du principe dynastique, et se termine par la mort de son lointain successeur Héraclius, en 641, vainqueur des Perses et vaincu par les Arabes.

Le choix de ces deux dates de nature politique n'est pas arbitraire dans la mesure où il s'inscrit dans le sillage de plusieurs synthèses antérieures qui associent l'Antiquité tardive aux III^e-VII^e siècles avec des limites qui parfois fluctuent. Certains préfèrent commencer leur récit en 284, l'année de l'avènement de l'empereur réformateur Dioclétien, et d'autres l'achever en 602 avec la mort de l'empereur Maurice, voire l'interrompre à celle de l'empereur Justinien en 565 ou à la destitution en 476 de l'empereur Romulus surnommé Augustule par dérision.

La décision de privilégier l'année 235 comme point de départ de ce manuel vise à faire comprendre aux lecteurs combien les grandes réformes structurelles entreprises par Dioclétien et ses successeurs immédiats, en particulier Constantin, tiennent également compte des mesures efficaces prises par certains de leurs prédécesseurs, et constituent des réponses durables apportées aux graves difficultés, de nature politique et militaire, survenues au cours du demi-siècle précédent. En ce sens, la crise du III^e siècle, malgré les débats que cette appellation a longtemps suscités parmi les spécialistes, peut être associée de manière assez légitime, et sans visée expansionniste aucune, à l'Antiquité tardive proprement dite.

À l'autre extrémité du livre, la limite chronologique de 641 entend montrer que l'Empire romain, jusqu'à cette époque avancée qui semble a priori bien éloignée de la chute de Rome elle-même, se prolonge en Orient sans interruption et perpétue l'organisation politique et sociale mise en place pour l'essentiel aux IV^e-V^e siècles. Par conséquent, ce manuel d'histoire ancienne et proto-byzantine, occidentale et orientale, n'ambitionne pas d'offrir une histoire générale d'une Antiquité tardive aux contours souples mais aux limites peut-être un peu floues. Il propose, de manière plus modeste mais plus précise, une histoire de l'Empire romain tardif pour reprendre la belle dénomination forgée par les historiens anglo-saxons dès la fin du XIX^e siècle.

■ Chapitre 1

L'Empire menacé (235-306)

Le monde romain a été confronté, au cours de son histoire millénaire, à de graves périls extérieurs, même s'ils ont été peu fréquents et rarement simultanés. On se souvient par exemple de la lutte acharnée entre la République romaine et Carthage et des guerres menées contre les royaumes hellénistiques durant les III^e-II^e siècles avant J.-C., ou bien des conflits opposant l'Empire romain aux Germains en Occident et aux Parthes en Orient au cours des I^{er}-II^e siècles après J.-C. Même s'ils sont loin d'avoir toujours et partout remporté des victoires, les Romains parviennent à établir par la force une hégémonie durable sur tout le monde méditerranéen dès le milieu du II^e siècle avant J.-C., et continuent d'étendre leur domination aux régions riveraines de la Méditerranée, voire plus éloignées et, pour certaines, situées au-delà de la Manche, du Rhin et du Danube.

L'Empire romain atteint son expansion territoriale maximale au début du III^e siècle et aucune puissance voisine ne semble en mesure de rivaliser avec lui, encore moins de le menacer (voir carte n° 1). Toutefois, à partir des années 230, la situation extérieure et intérieure se détériore de manière progressive et concomitante, car les difficultés militaires se doublent de troubles politiques et se conjuguent à des perturbations économiques qui aboutissent à une crise de régime sérieuse que l'État romain parvient à surmonter grâce à sa capacité d'adaptation et de réorganisation.

1. L'Empire mis à l'épreuve (235-249)

1.1 Les frontières sous pression

L'opinion que les Romains ont de leurs voisins est liée à leur sentiment de former une civilisation insurpassable et de constituer un modèle de société. Les victoires accumulées, les territoires conquis et la longévité des institutions ont convaincu les habitants et leurs dirigeants d'avoir établi une puissance universelle, éternelle et invincible. Par conséquent, les populations qui vivent à l'extérieur de l'Empire romain sont ignorées, du moins méprisées et qualifiées de barbares, dans la mesure où leur organisation politique et leur mode de vie sont jugés inférieurs à ceux des Romains.

Ce sentiment de supériorité n'interdit toutefois pas des relations commerciales et politiques régulières au point qu'il n'existe aucune frontière fermée et que les confins du monde romain avec l'Europe centrale, le Proche-Orient et l'Afrique constituent des zones de contact avec les peuples voisins. Ces derniers présentent une grande diversité culturelle et de profondes divisions politiques qui renforcent le sentiment d'unité et de supériorité de l'Empire romain à leur égard. Le plus souvent, des négociations diplomatiques par le biais de traités et de présents et des démonstrations de force ponctuelles suffisent à réduire ou éliminer les risques que certains voisins belliqueux font peser sur la sécurité des frontières le long desquelles sont échelonnées les garnisons de l'armée romaine.

La dispersion et la désunion des adversaires permettent aux Romains de concentrer leurs efforts de manière épisodique vers une frontière temporairement menacée. Il s'agit le plus souvent de la vallée du Rhin, de celle du Danube et de la haute Mésopotamie, tandis que les frontières en Haute Égypte, en Afrique du Nord et dans le nord de la Bretagne (l'Angleterre actuelle) sont beaucoup plus sûres

en l'absence d'ennemis puissants et menaçants. Ainsi, l'empereur Caracalla (211-217) se porte dans les années 210 sur la frontière du Rhin et du Danube puis en Orient pour écarter des invasions, mais les succès remportés ne règlent pas de manière définitive les conflits.

Ces derniers reprennent sous Sévère Alexandre (222-235) qui est contraint d'intervenir en Orient, sans succès, et de se rendre sur le Rhin pour conduire les opérations contre une puissance confédération, les Alamans, dont le nom (*ala manôn*, «tous les hommes») montre qu'il s'agit d'un regroupement militaire sans base tribale ni caractère ethnique. Cette coalition de peuples germaniques établie entre les sources du Rhin et du Danube fait peser une lourde menace sur les frontières. L'impopularité et l'attentisme du jeune empereur, liés à son échec en Orient et à sa volonté de négocier, expliquent son assassinat en mars 235 par des officiers de son armée.

Le meurtre d'un empereur romain par des membres de son entourage ou de son état-major ne constitue pas une grande originalité dans l'histoire de l'Empire qui, depuis sa fondation par Auguste jusqu'à la disparition de Sévère Alexandre, a vu se succéder vingt-sept empereurs dont quinze ont été assassinés. En 235, le nouvel empereur proclamé par les troupes mutinées sur le Rhin est Maximin dit le Thrace (235-238), un officier de rang équestre de valeur qui a gravi les échelons et dont la bravoure explique sa grande popularité parmi les soldats.

Il ouvre une nouvelle voie au pouvoir suprême par le métier des armes et la carrière militaire. Efficace sur le champ de bataille et charismatique auprès des troupes, il intervient avec succès sur le Rhin et le Danube, mais au prix d'une augmentation des impôts qui provoque en 238 une révolte en Afrique du Nord. Elle est menée par le gouverneur de la province, proclamé empereur sous le nom de Gordien I^{er}, qui associe au pouvoir son fils Gordien II, mais ils sont rapidement vaincus. En réaction à ces événements, le Sénat à Rome, une institution et une capitale que Maximin le Thrace dédaigne volontiers, lui oppose deux coempereurs issus de ses rangs. En difficulté dans le nord de l'Italie, Maximin est assassiné, victime à son tour d'une mutinerie.

Plutôt que d'avaliser le principe d'un pouvoir bicéphale, la garnison de Rome, agitée par le clan des Gordiens, élimine les deux coempereurs et proclame comme seul empereur Gordien III, fils et petit-fils des chefs de la révolte en Afrique du Nord, âgé de treize ans seulement.

Le bref règne de Gordien III (238-244) n'est guère différent de celui de ses prédécesseurs dans la mesure où les menaces aux frontières de l'Empire romain obligent le jeune souverain à conduire en personne les opérations pour repousser des ennemis belliqueux. Parmi ces peuples en déplacement, qui bousculent ceux implantés le long du Danube, figurent les Goths qui, originaires de Scandinavie, amorcent leur migration vers l'Europe orientale et les rives nord de la mer Noire. L'empereur est contraint de guerroyer dans les provinces danubiennes puis en Mésopotamie pour en chasser les envahisseurs, mais il meurt de blessures reçues au combat. Il est remplacé par un haut fonctionnaire expérimenté nommé par l'historiographie Philippe l'Arabe, car originaire de la province d'Arabie (l'actuelle Jordanie).

Le nouvel empereur est proclamé par des troupes, mais souhaite légitimer son pouvoir en obtenant l'appui du Sénat. En route vers l'Italie, Philippe l'Arabe (244-249) consolide la frontière du Danube et rétablit l'autorité romaine sur la Dacie, la seule province située au nord du fleuve. Fort de ses succès diplomatiques et militaires, le nouvel empereur tente d'ancrer son règne dans la durée et d'instaurer un nouvel âge d'or, en faisant célébrer en 248 le millénaire de Rome. Alors que les frontières sont à nouveau menacées, l'incapacité de l'empereur à garantir la sécurité de ses sujets provoque un soulèvement militaire et son assassinat en 249.

1.2 L'expansion des Sassanides

Les difficultés que rencontre l'Empire romain sur les frontières du Rhin et du Danube sont aggravées par les menaces qui pèsent au même moment sur ses provinces orientales, en particulier sur la

haute Mésopotamie, la Syrie et l'est de l'Asie Mineure. Le danger réside moins dans les forces que les ennemis sont capables de mobiliser contre les Romains que dans la nécessité, nouvelle pour ces derniers, de mener des conflits répétés, voire simultanés. Les ressources humaines, matérielles et fiscales de l'Empire romain dépassent de loin celles de ses adversaires et lui permettent de les vaincre ou du moins de les tenir en respect en rétablissant la sécurité par des expéditions militaires et la formation de glacis défensifs au-delà des frontières.

Le système se révèle efficace en Occident où les ennemis forment des entités politiques fragiles et instables. Par exemple, la confédération germanique des Alamans compte peut-être 120 000 individus seulement, femmes et enfants compris, quand les Romains disposent d'un nombre équivalent de soldats sur le Rhin. Elle repose sur une cascade de roitelets rivaux qui s'entendent de manière épisodique et s'affrontent dès que les perspectives de victoire et de butin deviennent rares.

La défense de l'Orient mobilise en revanche des ressources plus importantes, car la situation est devenue défavorable aux Romains en raison des bouleversements politiques que connaît la région. Depuis l'extension de leur territoire à la Syrie en 64 avant J.-C., les Romains sont entrés en contact direct avec le monde irano-mésopotamien qui, à cette époque, est dominé par les Parthes. Au cours de la période hellénistique, ce peuple originaire des steppes de l'Asie centrale a peu à peu étendu sa domination sur le plateau iranien et la Mésopotamie à l'ouest et jusqu'aux confins de l'Inde à l'est.

L'État parthe est souvent considéré comme un empire par une assimilation assez abusive avec son voisin et rival romain. Certes, il couvre des territoires nombreux et possède un caractère multiethnique et polyglotte évident, mais ses structures administratives sont plus lâches et ses moyens plus limités. Il s'agit d'une organisation à la fois pyramidale et concentrique avec à sa tête un roi qui commande à des gouverneurs pour les territoires placés sous autorité

directe et surplombe les souverains d'une quinzaine de royaumes vassaux situés en périphérie. Les ambitions et les intérêts contradictoires des Parthes et des Romains expliquent les conflits qui les opposent de manière répétée durant presque trois siècles.

Malgré des défaites parfois cuisantes et la prise de leur capitale par trois fois en l'espace d'un siècle, les Parthes réussissent à maintenir leur frontière occidentale sur l'Euphrate, même si les Romains parviennent à s'emparer de manière durable de la haute Mésopotamie à l'extrême fin du II^e siècle. En revanche, une nouvelle offensive romaine lancée dans les années 210 se solde par un échec et l'obligation pour Rome de verser une importante indemnité de guerre au souverain parthe. Celui-ci est toutefois affaibli par une longue guerre civile. Profitant de cette situation, une révolte éclate dans le royaume vassal de Perside, au nord du golfe Persique, sous la conduite d'Ardachir.

Ce personnage revendique une ascendance royale ou sacerdotale traduisant une volonté de légitimation politique et religieuse qui s'appuie sur l'héritage perse et le culte mazdéen (ou zoroastrien) vivace en Perside, sur le plateau iranien et en Asie centrale. En l'espace d'une dizaine d'années, il parvient à unir sous son autorité les chefs de la région, puis envahit la Mésopotamie qui constitue la partie la plus peuplée et la plus riche du royaume parthe. Ardachir réussit en 224 à vaincre l'armée parthe conduite par son roi qui est tué au combat.

Cet événement marque le point de départ de la dynastie sassanide, nom formé sur celui de Sassan, un ancêtre d'Ardachir d'une historicité incertaine. Le premier roi sassanide instaure une religion d'État, promeut l'élément perse et la religion mazdéenne, mais il doit composer avec les dynastes et les seigneurs locaux qui sont d'origine variée mais en majorité parthes. L'État perse sassanide est néanmoins plus structuré ou moins décentralisé que son prédécesseur parthe, ce qui lui permet de mobiliser davantage de moyens pour combattre ses adversaires. C'est par exemple le cas, en haute

Mésopotamie, du royaume de Hatra dont la capitale est détruite et la population déportée en 240 par Chapour I^{er}, fils et successeur d'Ardachir.

Le déplacement forcé de populations entières s'inscrit dans une tradition ancienne en Orient et constitue un moyen à la fois de délocaliser un groupe périphérique hostile et de peupler des régions intérieures. Désormais les Sassanides menacent la frontière orientale de l'Empire romain, ce qui incite le jeune Gordien III à mener une campagne qui se solde, comme on l'a vu, par la défaite et la mort de l'empereur en 244. Son successeur Philippe l'Arabe parvient à rapatrier l'armée romaine au prix du versement d'une indemnité de guerre et du passage de l'Arménie sous influence perse.

1.3 Les difficultés intérieures

La défaite en 244 de Gordien III à Mésiché, en Mésopotamie centrale, ne constitue pas le premier échec militaire subi par les Romains dans leur longue histoire militaire, même si la mort d'un empereur de ses blessures est un événement singulier. Dans les siècles précédents, l'armée romaine a connu des défaites bien plus graves, certaines tournant même à la déroute sous la République ou durant le règne d'Auguste. La défaite de Mésiché est surtout révélatrice d'une inquiétante évolution du rapport de forces entre l'Empire romain et ses voisins hostiles. Déjà, depuis le milieu du II^e siècle, les empereurs se contentent de lancer ou de conduire des opérations le plus souvent défensives et, jusqu'au début du III^e siècle, les rares offensives d'ampleur restent à l'initiative du pouvoir romain.

À partir du règne de Sévère Alexandre et de ses successeurs, l'Empire romain est contraint de mener des opérations surtout défensives sur deux fronts éloignés de plusieurs milliers de kilomètres alors que l'armée était jusque-là organisée en puissantes garnisons stationnées le long des frontières (voir carte n° 2). Le rideau de troupes ne suffit

plus à dissuader ou empêcher les ennemis de lancer des offensives prédatrices qui imposent aux Romains de prélever des détachements pour renforcer un front menacé sans trop dégarnir un autre front plus tranquille et d'augmenter leur potentiel militaire en recrutant des troupes supplémentaires.

La question de l'évolution des effectifs globaux de l'armée romaine fait l'objet de débats entre spécialistes, mais il existe un relatif consensus parmi eux sur l'augmentation du nombre total des troupes durant la dynastie des empereurs Sévères (193-235), qui aurait atteint sans doute plus de 350 000 hommes. L'accroissement numérique s'accompagne d'une revalorisation de la solde et d'une multiplication des gratifications, qui compensent certes les effets de l'inflation mais représentent un poids supplémentaire sur les finances de l'État romain alors que les conflits tendent à se multiplier. Pour supporter un renforcement des effectifs militaires et de l'effort de guerre, certains empereurs se résolvent à augmenter les impôts avec le risque de provoquer des révoltes antifiscales, comme sous Maximin le Thrace (235-238).

Tirant sans doute les leçons de cet échec, Philippe l'Arabe (244-249) fait mener des enquêtes en province pour mieux évaluer les capacités productives de chacun et répartir le poids des charges fiscales sur un nombre plus élevé de contribuables. L'effort de plus large mobilisation des ressources matérielles s'accompagne de levées de troupes plus nombreuses alors que la population de l'Empire romain est touchée par des épidémies de peste qui se font suite à intervalles irréguliers depuis le dernier tiers du II^e siècle.

Le poids économique et démographique accru de l'armée a également des répercussions sur les rapports sociaux et politiques au sein du monde romain. Le recrutement de soldats parmi les mêmes familles induit, en quelques générations, un ancrage régional des troupes, un renforcement de l'esprit de corps et un attachement local qui peuvent expliquer la résistance des militaires à des déplacements